

Note de recherche étudiante, numéro 7, mars 2018

LES PAYS BALTES RISQUENT-ILS L'ANNEXION PAR LA RUSSIE?

Victor Fahey et Augustin Décarie

Étudiants en sciences humaines, profil études internationales, au collège Jean-de-Brébeuf

La région de la mer baltique est un théâtre géopolitique fascinant. On y retrouve plusieurs nations, ayant un niveau de puissance allant de faible à moyen, lesquelles sont forcées d'interagir avec deux blocs ayant un niveau de puissance supérieur. Il est question ici des blocs européen et russe. Ces deux théâtres exercent une influence palpable sur les contrées de la mer baltique, plus précisément sur les pays sur la côte Est de cette mer. La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, mieux connues et rassemblées sous le terme "pays baltes", interagissent tout autant avec l'Europe et l'Occident que la Russie au quotidien. Ex-membres de l'Union soviétique, ces trois pays regardent leur ancien suzerain, la Fédération de Russie, avec une inquiétude grandissante. En effet, même s'ils font partie de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), laquelle est une alliance défensive menée par les États-Unis, les pays baltes craignent un retour de l'expansionnisme russe. Cet expansionnisme mettrait à risque la souveraineté de ces petites nations qui partagent une frontière assez large avec le géant russe. À la lumière de l'annexion de la Crimée par la Russie en

2014, la question se pose : «les pays baltes sont-ils en danger d'annexion par la Russie dans les prochaines années?» Certains chercheurs pensent que cette question se répond à l'affirmative tandis que d'autres y répondent négativement. La réponse véritable à ce problème éminemment complexe se trouve cependant dans une synthèse de ces deux positions.

THESE : LA RUSSIE ANNEXERA LA LITUANIE, LA LETTONIE ET L'ESTONIE

D'abord et avant tout, il faut définir le terme annexion sur le plan lexical. L'annexion est «l'acte de faire passer tout ou partie d'un État sous la souveraineté d'un autre¹». Ainsi, cette passation de la souveraineté des pays baltes peut se faire autant sur le plan de la force brute et militaire que par des moyens diplomatiques. Il sera également question dans cette section de puissance brute et souple, lesquelles sont deux moyens pour un État d'exercer sa puissance autant sur le plan tangible (militaire, économique) qu'intangible (influence diplomatique, réputation). Ainsi, la Russie

¹ [s.a.], «Annexer», dans Larousse, éd. 2017, consulté en ligne le 5 novembre 2017 à

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/annexer/3650>

peut annexer les pays baltes de la même manière que ce qu'elle a fait en Crimée : autant par des moyens diplomatiques que brutes.

Le contexte actuel et historique incite à des conflits et à l'annexion.

Les pays baltes, historiquement, étaient sous domination russe. La dynastie des Romanov avait inclus ces nations dans l'Empire russe avant la révolution bolchévique. Entre les deux guerres, les pays baltes furent reconnus indépendants. Envahis par les Russes en 1940, ils sont alors intégrés à l'Union soviétique. Depuis l'implosion de cette superpuissance, marquant la fin de la Guerre froide, les pays baltes acquièrent leur souveraineté en bonne et due forme jusqu'à aujourd'hui. Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999, la nation russe est sortie du chaos causé par l'implosion du bloc soviétique. Maintenant que la nation est stable et va relativement bien, l'administration semble contempler l'Ouest et ses voisins libéraux d'un regard défiant.

Un bon exemple de cela se déroule non loin des pays baltes, dans l'enclave de Kaliningrad. Ce territoire, sous administration moscovite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, fut le théâtre du jeu de guerre "Zapad", ou Ouest, en russe. Ce jeu d'entraînement, qui date de l'époque soviétique, a lieu tous les quatre ans et est le moment idéal pour tester de nouvelles technologies et les montrer aux membres de l'OTAN afin de les intimider. Cet exercice, en 2009, simulait une frappe nucléaire sur Varsovie, la capitale de la Pologne, membre de l'OTAN². Ainsi, il n'est pas surprenant de voir l'OTAN s'inquiéter du contenu des jeux de Zapad: ils ont tendance à dépeindre l'organisation internationale comme des antagonistes potentiels. Les exercices de ce type sont régis par un traité dénommé la convention de Vienne. Cette convention existe afin d'empêcher tout malentendu possible provenant d'exercices de combat réalistes et également de promouvoir la coopération et la transparence à cet effet. Ainsi, tout exercice incluant

9 000 soldats ou plus devrait être annoncé au moins 42 jours à l'avance et ceux incluant 13 000 soldats ou plus devraient être parrainés par deux des vingt-six signataires de la convention, lesquels pourraient envoyer des observateurs³. Cependant, la Russie n'a pas respecté la convention de Vienne dans le cadre de Zapad. Régulièrement, elle n'annonce pas ses exercices militaires et ne demande pas à deux autres signataires de la convention d'envoyer des observateurs. À cet égard, cela prouve que la Russie de Vladimir Poutine a une politique étrangère révisionniste du droit international, au même titre que la Chine⁴. Cette philosophie implique une révision des traités internationaux écrits par les puissances occidentales afin d'inclure les nouvelles puissances (re)montantes. Comme la convention de Vienne semble être dictée par l'Occident, aux yeux de l'administration Poutine, elle n'est pas applicable dans le cas de la Russie, qui désobéit aux clauses du traité dans le but de le voir révisé à son avantage. En effet, la Russie annonçait que 12 000 soldats prendraient part à l'exercice Zapad. Ce sont plus de 100 000 qui y participèrent⁵. Rappelons que ce jeu hostile en tout point à l'OTAN eut lieu dans l'enclave de Kaliningrad, laquelle partage une frontière avec la Lituanie. Cela semble donc une tentative d'intimidation claire de la Russie envers les pays baltes. Cela est un moyen d'intimider ces bastions démocratiques, eux qui sont entourés au sud par Kaliningrad, à l'Ouest et au Nord par la mer et à l'Est par la Russie. En effet, la projection de puissance des Russes par cet exercice majeur, non loin de membres de l'OTAN et anciens sujets soviétiques, semble pointer vers une ambition expansionniste de la Russie dans cette région.

Mis à part ce cas où la Russie contemporaine intimide ses voisins, cette dernière entretient une relation houleuse avec le trio balte. En effet, la Russie voit la géopolitique à travers un point de vue réaliste et très peu enclin à la coopération internationale similaire à celle de l'UE, laquelle est vue comme de l'interférence de pouvoirs externes sur ses voisins⁶. Cela ne veut pas dire que la Russie est agressive mais elle tente plutôt

² The Economist, *Russia's biggest war game in Europe since the end of the cold war alarms NATO*, The Economist, 10 août 2017, consulté en ligne le 10 novembre 2017 sur <https://www.economist.com/news/europe/21726075-some-fear-zapad-2017-could-be-cover-skullduggery-russias-biggest-war-game-europe>

³ Idem.

⁴ Challenges.fr, *Le révisionnisme de Vladimir Poutine et la nouvelle guerre froide*, Challenges, consulté en ligne le 10 novembre 2017 sur https://www.challenges.fr/tribunes/le-revisionnisme-de-vladimir-poutine-et-la-nouvelle-guerre-froide_17314

⁵ The Economist, *Russia's biggest war game in Europe since the end of the cold war alarms NATO*.

⁶ Galbreath, D. J., & Lamoreaux, J. W, *Bastion, Beacon or Bridge? Conceptualising the Baltic Logic of the EU's Neighbourhood*, *Geopolitics*, 12(1), 2007, p. 112.

d'étendre sa sphère d'influence autour de ses voisins, question de se protéger elle-même. En ce sens, le fait que les pays baltes sont désormais des membres de l'U.E. symbolise une menace pour le gouvernement russe. Les Russes sentent que les frontières de leur pays ne sont plus aussi sécuritaires qu'auparavant et auraient besoin d'États voisins amicaux. De plus, cela implique que des membres de l'U.E., une union démocratique libérale, sont désormais voisins avec une *dictablanda*. Considérant la différence idéologique majeure entre les deux systèmes de valeurs, il est clair qu'il y aura des frictions entre les deux camps qui ne feront que s'intensifier dans le futur. Ainsi, puisque la Russie se sent menacée par l'expansion de l'U.E. vers les pays baltes, car elle a une vision réaliste de la géopolitique et voit cela comme une incursion dans sa propre sphère d'influence et également parce que la différence idéologique entre une démocratie libérale et une *dictablanda* est dure à compenser, surtout quand la *dictablanda* en question entretient le rêve d'étendre la Russosphère dans sa direction, il est clair que d'un point de vue réaliste les pays baltes sont en danger d'annexion.

Bref, considérant la différence idéologique entre ces deux acteurs, l'histoire houleuse entre les pays baltes et la Russie et l'intensification des tentatives d'intimidation de cette dernière par l'entremise entre autres de Zapad, le contexte est propice à l'annexion de la région par la Russie.

Le soft power russe est en train de gruger et d'influencer la région pour ensuite la rapprocher de la Russosphère

La Russie, en plus d'avoir le contexte contemporain et historique à son avantage par rapport à l'annexion des pays baltes, a développé une stratégie sournoise pour arriver à ses fins. Cette stratégie, se basant sur la puissance souple, mise sur la protection de la culture slave. Cette théorie du "Monde russe"⁷ ne vise pas la population mondiale, mais bien un groupe sélect d'individus, les populations russophones de la planète. C'est une sorte de retour du panslavisme qui fut une part importante de la politique internationale de l'Empire russe au tournant du 20^e siècle. Cet objectif irrédentiste de la Russie, c'est-à-dire de rassembler tous les citoyens parlant une même langue et partageant une même

culture, au point parfois d'utiliser la force, comme en Crimée, est donc ancré dans l'histoire politique russe. Ceci est contraire à la philosophie diplomatique des États-Unis d'Amérique qui vise la promotion des valeurs libérales à l'humanité entière. Selon les dires de Moscou, des millions de Slaves ont été laissés pour compte dans la chute de l'Union soviétique et ils doivent être protégés. Un des territoires visés par cette politique est le théâtre des pays baltes. Malgré la présence de ces trois États dans l'OTAN et l'UE, il est possible d'influencer l'opinion publique de la population de ces derniers pour la rendre conforme aux objectifs géopolitiques souples de la Russie⁸.

Pour arriver à ses fins, la Russie finance des organisations non gouvernementales (ONG) prorusses en Lettonie et Estonie. Il faut spécifier que cette stratégie ne s'applique qu'aux deux pays du nord. La Lituanie ne possède que 5% de sa population qui parle le russe. En effet, la Russie blâme ces deux États pour leur système d'éducation qui n'apprend pas le russe aux élèves. La Fédération trouve que ce système est ouvertement hostile à la culture slave et utilise donc des ONG, dont la "Russian Schooling in Estonia Organization"⁹ visant la préservation des écoles enseignant le russe et sa culture aux élèves. L'UE, à cet effet, s'inquiète de l'influence et des actions de ces ONG. Elles pourraient mettre en péril le statut de langue officielle de l'estonien et du letton, lequel pourrait désormais être divisé entre ces deux langues et le russe. D'ailleurs, la Russie a déjà tenté de rajouter le russe comme langue officielle de la Lettonie. En 2012, elle a financé des ONG dont "Mother Tongue" lesquelles mobilisaient la minorité russophone du pays¹⁰. Le gouvernement letton est catégorique sur l'influence de la Russie dans le référendum subséquent visant à rajouter le russe comme langue officielle. Même si ce dernier a échoué, il a réussi à mobiliser les individus faisant partie de la minorité russe, par l'entremise des ONG financées par Moscou. De plus, les médias russes sont présents sur les ondes des pays baltes. Ces stations de télévision ne proposent pas une actualité objective ou bien des analyses scientifiquement valides. Les programmes présentés sur ces chaînes russes tentent de diviser le tissu social de l'Estonie et de la Lettonie en présentant des histoires complètement fausses et tentant d'insuffler de l'antipathie aux minorités russes envers la majorité lettonne ou estonienne en utilisant

⁷ PARK, I.. Russian Soft Power in the Baltics: In the Framework of Neoliberalism. *Pursuit: The Journal Of Undergraduate Research At The University Of Tennessee*, 7(1), 2016, p. 160.

⁸ Ibid, p.160.

⁹ Ibid, p. 161.

¹⁰ Ibid, p. 163.

une rhétorique “eux contre nous.” De plus, certains des médias prorusses en Lettonie et en Estonie ne déclarent pas leurs finances de façon transparente, ce qui porte à croire que ces médias ne respectent pas le code journalistique, mais sont bien là pour faire de la propagande prorusse¹¹. Il est vraisemblable dans une telle situation que le gouvernement russe a un intérêt à voir survivre ces médias puisqu'ils ont eu une influence sur la politique nationale de ces deux pays. En effet, depuis la mise en place de ces politiques de force souple, des partis politiques prorusses comme le Parti centriste en Estonie et le Parti de l'Harmonie en Lettonie ont reçu l'appui de la population russophone des deux nations. Ces partis prônent une collaboration plus rapprochée avec la Russie plutôt qu'avec l'Europe. Du même fait, ces deux partis souhaitent l'ajout du Russe comme langue officielle dans leurs pays respectifs. Il est tout à fait dans l'intérêt de la Russie d'avoir une influence dans la politique de ses voisins. Après tout, dès qu'il y a suffisamment de soutien populaire pour ces idéologies politiques, les populations pourraient facilement demander un référendum sur l'annexion des pays baltes à la Russie, au même titre que la Crimée. La passation de cet exercice démocratique serait simple, la Russie ayant de l'expérience pour truquer fréquemment les élections, que ce soit sur le plan domestique ou à l'étranger, comme en Ukraine, durant la crise de la Crimée. En effet, le référendum pour l'inclusion de la région dans la Fédération de Russie a atteint des proportions d'approbation “dictablandesques” de 96%. Bref, ces éléments prouvent que la Russie a tout à fait les moyens d'annexer les pays baltes, sans même avoir à utiliser sa puissance brute. Elle n'a qu'à influencer la politique locale de ces nations voisines, faibles et encerclées par la Russie. Cela fait, l'annexion des pays baltes se fera au même titre que celle de la Crimée, par du trucage référendaire et une annexion forcée.

L'OTAN ne fera rien?

Cependant, le réel danger provient du contexte trouble de l'OTAN. En effet, avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en tant que Président des États-Unis d'Amérique, la situation est propice à l'annexion des pays baltes. En effet, lors de son premier sommet de l'OTAN, le

président américain n'a pas explicitement affirmé qu'il appliquerait l'article 5 de la convention¹². Cet article indique qu'une attaque sur un membre de l'alliance est une attaque sur l'entière de celle-ci. Il s'est cependant corrigé le 9 juin, après le sommet et de retour aux États-Unis. Par contre, le problème dans cette équation est que Donald Trump semble idéaliser Vladimir Poutine. Il n'est pas rare pour les présidents des États-Unis de discuter de façon relativement amicale avec des autocrates, dans des objectifs de *realpolitik*. Cela dit, Donald Trump semble le faire par pure conviction personnelle. Il paraît admirer les puissants qui écrasent leur opposition comme Rodrigo Duterte et dans ce cas-ci, Vladimir Poutine¹³. Cela est problématique pour les pays baltes. En effet, puisque ces trois nations sont des démocraties libérales membres de l'OTAN, ce sont précisément des nations que M. Poutine n'aime pas. Avec un Président américain complaisant, voire sympathique avec la Russie, cela rendrait beaucoup plus facile l'annexion des Pays baltes. Si le cœur de l'OTAN est souple sur l'application de l'article 5 et sympathique avec l'acteur principal qui risque de retirer la souveraineté des trois pays par des moyens détournés, l'OTAN sera incapable de s'opposer à l'annexion des pays baltes, dont la puissance relative est incomparable à celle de la Russie. Surtout en prenant en compte que la majorité de l'Europe dépend du gaz naturel et du pétrole provenant du Caucase et des steppes russes. C'est également le cas pour la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie. En effet, ils dépendent à 100% de ces ressources énergétiques. La Russie, par conséquent, détient une influence économique majeure sur ces petits pays. Elle pourrait couper du jour au lendemain leur approvisionnement en énergies fossiles, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur leur économie. Bref, puisque la Russie tient l'Europe par ce qui lui coûte cher, c'est-à-dire, son approvisionnement en gaz, cette dernière ne pourra pas intervenir de façon réaliste en cas d'invasion et d'annexion de la région baltique.

Pour tout dire, voici comment les pays baltes pourraient rentrer dans le giron russe, sans y consentir. La Russie, à court terme, continue à financer les ONG favorisant des partis prorusses, lesquels influencent la politique du

¹¹ Idem.

¹² Rosie Gray, *Donald Trump refuses to affirm NATO's article 5*, dans *The Atlantic*, consulté en ligne le 4 novembre 2017. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/05/trump-declines-to-affirm-natos-article-5/528129/>

¹³ Meaghan Keneally & Jordyn Phelps, *Trump's latest praise for strongmen includes Vladimir Putin, Rodrigo Duterte and Kim Jong Un*, sur *ABCNews*, consulté en ligne le 14 novembre 2017 sur <http://abcnews.go.com/Politics/trumps-latest-praise-strongmen-includes-rodrigo-duterte-vladimir/story?id=51112424>

pays au point où le gouvernement passe un référendum à savoir s'ils devraient se rapprocher de la Russie. La Russie, à ce moment-là, fait un exercice militaire à Kaliningrad, déplace ses troupes en direction de l'enclave en passant à travers les pays concernés. Rien d'anodin d'emblée excepté que cet exercice a lieu le jour du scrutin. Ainsi, les militaires russes font du bourrage d'urnes, truquent les élections ce qui force la main des gouvernements baltes. Pour réellement enfoncer le clou dans le cercueil, le gouvernement russe coupe ses exportations de gaz et pétrole vers les pays baltes. Puisque l'armée russe est incomparable à celle des pays baltes combinées, le référendum passe sans problème. Le Président Trump, étant bon ami avec Poutine, reste neutre, surtout suite à l'interférence russe dans sa propre élection. Ainsi, l'OTAN est neutralisée et perd trois de ses bastions démocratiques dans l'ex-URSS. La Russie, par le fait même, réunit Kaliningrad au reste du territoire russe et cimente son emprise sur la mer baltique. Ce scénario prouve que la Russie menace effectivement la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie d'annexion. La Russie a donc l'opportunité d'augmenter sa puissance relative et absolue par rapport à l'Europe sans réellement risquer quoi que ce soit. Après tout, il est routinier pour ce pays de briser de multiples clauses du droit international afin d'augmenter sa puissance pour un jour pouvoir réécrire celui-ci à son image.

ANTITHÈSE : L'ANNEXION DES PAYS BALTES N'EST PAS ENVISAGEABLE DANS LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE ACTUEL

L'annexion de la Crimée par la Russie fut certainement un événement marquant dans l'expression d'une volonté de réaffirmer sa dominance dans l'espace géopolitique est-européen. Elle fut un message clair, aux membres de l'Union européenne et de l'OTAN que la Russie était capable d'affirmer ses intérêts au détriment de nations indépendantes et en dépit des règles internationales. La prochaine cible de la Russie dans cette politique expansionniste semble pour plusieurs analystes être les pays baltes. Toutefois, une comparaison approfondie entre la situation actuelle des pays baltes et de l'Ukraine à l'époque du début du conflit

nous révèle que leurs positionnements sur l'échiquier géopolitiques sont différents et que les pays baltes comptent de nombreux avantages que l'Ukraine ne possédait pas¹⁴, et qui rendent une potentielle annexion hautement risquée pour la Russie, tant d'un point de vue diplomatique, économique que militaire.

Des alliés puissants

Le 29 mars 2004, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie sont devenues des pays membres de l'OTAN et ont effectué du même coup un pas symbolique en s'associant à la sphère d'influence américaine, et en se détachant de leur voisin russe. Presque simultanément, les pays baltes sont entrés dans l'Union européenne, c'est-à-dire le 4 mai 2004, scellant ainsi leur départ de la sphère d'influence russe. Depuis, les trois pays se sont joints à la zone euro, cherchant à se rapprocher des marchés européens, et à accroître leur sécurité ; comme le dit le gouverneur lituanien Vitas Visiliauskas: «l'euro est pour nous un instrument d'intégration : plus proche nous serons de l'Ouest, plus loin nous serons de l'Est»¹⁵. Ainsi les pays baltes se sont graduellement transformés, dans les vingt-cinq dernières années, en détracteurs vigoureux des Russes, et ce de manière parallèle à la détérioration des relations entre Russie et Union européenne¹⁶. La Russie est donc maintenant vue par les pays baltes comme une menace majeure à leur intégrité et leur sécurité nationale, cette peur s'étant récemment exacerbée avec la guerre en Ukraine. Les pays baltes, des puissances que l'on peut qualifier de mineures en raison de la taille réduite de leurs forces militaires et de leur économie se sont ainsi vues obligées de se tourner vers des alliés puissants : l'Europe et les États-Unis, afin de protéger leur autonomie politique.

L'inclusion des pays baltes dans l'alliance défensive qu'est l'OTAN est en théorie une garantie en béton de leur indépendance. En effet, l'Article 5 du Traité de Washington portant sur la protection mutuelle stipule que la sécurité et la liberté de ses États membres sont garanties et que les États membres de l'OTAN s'engagent à des actions militaires et politiques dans le

¹⁴ David Takacs. « Ukraine's deterrence failure: Lessons for the Baltic States », Journal on Baltic Security. Vol.3. (Juin 2017), p.5, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)

¹⁵ Anne Cheyvialle. « La Lituanie devient officiellement les 19e pays de la zone euro », *Le Figaro* (30 décembre 2014), <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/12/30/20002-20141230ARTF1G00058-la-lituanie-voit-l-euro-comm>

[un-bouclier-monnaire-face-a-la-russie.php](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/12/30/20002-20141230ARTF1G00058-la-lituanie-voit-l-euro-comm) (page consultée le 15 novembre 2017)

¹⁶ Adrian Pop. « From cooperation to confrontation: the impact of bilateral perceptions and interactions on the EU-Russia relations in the context of shared neighbourhood », *Eastern Journal of European Studies*. Vol.7 (Décembre 2016), p.1, dans EBSCO (Page consultée le 10 novembre).

cas où un des États membres serait menacé: «une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties»¹⁷. Une attaque directe de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie serait du même coup une attaque à la France, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, et un renforcement récent de la présence de l'OTAN dans cette région nous indique que ces pays sont prêts à remplir leurs obligations légales envers les pays baltes.

En 2014, au Sommet de Newport, les États membres se sont entendus sur le plan d'action *réactivité* (RAP), qui est le plus grand renforcement de la défense de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide et qui souhaite répondre aux défis posés par la Russie dans leur espace géopolitique¹⁸. La NRF (NATO Response Force, 40 000 militaires), s'est vu bonifiée par l'ajout de la VJTF (Very High Readiness Joint Task Force, 5000 militaires) laquelle a une capacité de se déployer en seulement deux à trois jours¹⁹. Au sommet de Varsovie en 2016, dans le cadre du RAP, les pays de l'OTAN se sont entendus sur le déploiement d'un bataillon dans chacun des pays baltes (pour un total de 3000 hommes). Ce programme se veut essentiellement une large campagne de dissuasion sur le front Est, et jusqu'à nouvel ordre le RAP a certainement eu ses effets escomptés en rassurant les pays baltes, et en envoyant un message clair à la Russie sur la position de l'OTAN, et des États-Unis, face à la situation balte²⁰.

Par ailleurs, l'Union européenne a mis à son agenda au sommet de Bratislava en 2016 une dimension militaire en plus de ses objectifs politiques et économiques, ce qui était jusqu'alors bloqué par la Grande-Bretagne, qui ne voyait pas l'intérêt de doubler l'OTAN à l'échelle européenne²¹. Le PESCO, signé le 13 novembre 2017, est un accord entre 23 membres (les pays baltes inclus) de

l'Union européenne visant le partage de technologie et d'équipement militaires, et une augmentation des dépenses en défense de ses pays signataires²². Cet accord représente une affirmation de la solidarité européenne face à des menaces externes telles que la Russie, une expression de la volonté d'appliquer l'article 42.7 du traité de Lisbonne qui stipule que les États de l'U.E. doivent aide et assistance à un État membre subissant une agression armée sur son territoire²³ et possiblement un premier pas vers la création d'une force internationale européenne.

Pour finir, le pouvoir de dissuasion que procure aux pays baltes leur inclusion dans l'OTAN et l'Union européenne et la présence de forces multinationales sur leur territoire augmentent énormément les chances qu'ils ne subissent jamais, du moins pas dans un futur proche, une agression de la part de la Russie. Pour reprendre les propos de David Takacs : «en calculant les gains et les pertes potentiels d'une attaque contre les pays baltes, engager un combat contre des milliers de troupes étrangères ajoute quelques éléments à la colonne des pertes potentielles»²⁴.

Des mesures adaptées à la guerre hybride russe

En 2014, les perceptions des pays baltes par rapport à la Russie se sont transformées pour en faire un ennemi et une menace à la sécurité nationale. La question de la sécurité nationale a été de plus en plus débattue²⁵ et les budgets nationaux des trois pays baltes se sont mis à grimper. La réponse des pays baltes quant à la menace provenant de la Russie s'est faite en conséquence de la réalité de la guerre moderne, en particulier quant à la guerre hybride employée par la Russie dans sa campagne en Ukraine. La guerre hybride est décrite comme employant à la fois des moyens traditionnels et des moyens de nature non militaire. La stratégie du Chef d'État-major russe Valéri Guérassimov, un des grands

¹⁷ OTAN. « Le Traité de l'Atlantique Nord », 2015, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17120.htm (page consultée le 15 novembre 2017)

¹⁸ OTAN. « Le plan d'action réactivité », 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_119353.htm (page consultée le 16 novembre 2017)

¹⁹ Takacs, p.5

²⁰ Idem

²¹ Jonathan Marcus. « European Union gives impetus to joint defence plan ». BBC News. 13 novembre 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_119353.htm, consulté le 15 novembre 2017.

²² European Council. « EU cooperation on security and defence », 2017,

<http://www.consilium.europa.eu/en/policies/defence-security/#> (page consultée le 16 novembre 2017)

²³ European Council on Foreign Relations. « Note sur l'article 42.7 ». 2015, http://www.ecfr.eu/paris/post/note_sur_larticle_42.7 (Page consultée le 16 novembre 2017)

²⁴ Takacs p.6

²⁵ Dovile Jakniunaite. « Changes in security policy and perceptions of the Baltic states 2014-2016 », Journal on Baltic Security. Vol.2. (Décembre 2016), p.8, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)

architectes de la guerre hybride (d'où le nom alternatif de *Doctrine Guérasimov*) se résume à la mise en place d'un « chaos contrôlé » dans le pays visé en créant et en alimentant des conflits internes, en détruisant des infrastructures clés afin d'entraîner une crise économique et finalement en remplaçant de force les autorités locales, s'imposant du même coup en tant que « sauveur de l'ordre public »²⁶. Ce nouveau type de guerre, à cheval entre la paix et la guerre, a surgi à cause de l'incapacité de la Russie de faire face directement aux puissances de l'Ouest²⁷.

Étant donné le haut niveau de succès des tactiques de guerre hybride employées en Ukraine et étant donné les mêmes vulnérabilités au niveau de la composition ethnique en Ukraine que dans les pays baltes (portion importante de leurs populations étant russe), la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie se sont donc donné comme objectif de pouvoir résister à un éventuel conflit asymétrique comme ce à quoi l'Ukraine a dû faire face. Leur accord de coopération militaire et de partage d'information leur donne une manière d'offrir une réponse organisée et cohérente à toute forme d'agression, mais en elle seule n'est pas suffisante²⁸.

Encore une fois les alliés puissants des pays baltes sont des acteurs clés dans leur pouvoir de dissuasion. L'Union européenne et l'OTAN ont toutes deux adopté des mesures afin de contrer toute menace hybride. L'introduction d'un cadre commun au sein de l'Union européenne visant notamment à améliorer la résilience des pays baltes est certainement un pas dans la bonne direction. Ce cadre promet une coopération étroite entre l'UE et l'OTAN ainsi que la création d'un Fonds européen de la défense²⁹, pouvant certainement bénéficier à l'amélioration de la résilience de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. La création d'une cellule de fusion de l'UE est un autre élément clé de la stratégie de l'Union européenne. Celle-ci vise à repérer les indicateurs liés à l'emploi de tactiques associées à la guerre hybride et à mettre en place une réponse rapide à un niveau multinational. S'ajoute à ces derniers

éléments une volonté de l'Union européenne d'instaurer des mesures de protection des infrastructures critiques, telles que la diversification des apports en énergie et l'amélioration des capacités de défense en cas de cyberguerre³⁰.

Ces différentes mesures énoncées, complétées par des politiques nationales de la part des pays baltes, contribuent à la résilience de ces derniers en cas de conflit asymétrique dans leurs capacités : à assurer une gouvernance continue, à se procurer de l'énergie, de la nourriture, de l'eau, de l'information fiable, des systèmes de communication et de transport à leurs citoyens. Ainsi, les pays baltes sont beaucoup mieux préparés à une guerre hybride que ne l'était l'Ukraine, ne serait-ce que par leur appartenance à l'OTAN, et leurs capacités de résilience vont en s'améliorant³¹. Les chances d'une attaque hybride de la part de la Russie, si elles sont plus élevées que d'une attaque directe, sont donc tout de même très faibles.

Un manque de *casus belli* crédible

Du côté des causes de guerre, si l'on considère les pays baltes avec une logique économique, ils ne constituent pas une puissance majeure comme la Russie (avec son P.I.B. d'environ 1300 milliards de \$U.S.), mais sont des économies mineures ne totalisant entre eux qu'un PIB de près de 90 milliards de \$ U.S. (7% du P.I.B. russe)³². Bien que cela puisse sembler un gain non négligeable en cas d'annexion, on peut facilement supposer que les coûts associés à la répression, à l'intégration des pays dans la Fédération russe ainsi qu'aux inévitables sanctions économiques qui seraient imposées par les membres de l'OTAN et de l'Union européenne seraient astronomiques, et c'est sans mentionner la possibilité d'un conflit mondial avec l'OTAN. Une attaque contre les pays baltes ferait ainsi baisser la puissance absolue de la Russie, et ce tant au niveau de sa puissance brute (*hard power*) que sa puissance souple (*soft power*). Cette dernière serait particulièrement affectée dans la possibilité d'une annexion puisqu'elle serait une

²⁶ Philippe Bou Nader. «The Baltic states should adopt the self-defence pinpricks doctrine: the accumulation of events threshold as a deterrent to Russian hybrid warfare», *Journal on Baltic Security*. Vol.3. (Juin 2017), p.13, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)

²⁷ Ibid, p 14.

²⁸ Takacs p.5

²⁹ European council

³⁰ Commission européenne. «Sécurité et défense : des progrès significatifs en matière de renforcement de

l'Europe face aux menaces hybrides, mais encore du travail en perspective». (2017)

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-2064_fr.htm (consultée le 15 novembre 2017)

³¹ Takacs p.6

³² Banque mondiale. «PIB (\$US courants)». (2016)

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GD.P.MKTP.CD> (consultée le 15 novembre 2017).

violation évidente de l'article 2 de l'Organisation des Nations Unies portant sur le principe d'égalité souveraine de ses membres³³. Ainsi, d'un point de vue économique et diplomatique, l'annexion des pays baltes par la Russie serait une décision peu réfléchie et dangereuse.

De plus, lorsqu'on examine les motivations de la Russie quant à ses actions militaires en Ukraine (2014), on remarque que la Russie a agi notamment en réaction à un mouvement de rapprochement vers l'Europe ayant comme origine le partenariat oriental de l'Union européenne³⁴. La conception de l'Ukraine comme un État pivot dans la balance du pouvoir de l'espace Eurasiatique l'a incitée à utiliser son armée afin de garder le contrôle de sa zone d'influence. Or, pour les pays baltes, le mal est fait, ils sont entrés dans le giron européen depuis treize ans. La situation de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie est beaucoup moins ambiguë puisqu'ils sont des États membres de l'OTAN et de l'UE, contrairement à l'Ukraine lors de son invasion, ce qui rend leur situation beaucoup moins précaire puisque leur indépendance et leur intégrité sont plus clairement garanties.

Enfin, il est important de noter que la potentielle invasion et annexion des pays baltes auraient beaucoup plus d'implications et de répercussions que l'annexion de la Crimée. En effet, la Crimée est une région dont la population, à majorité russe, voyait en général d'un œil favorable leur intégration dans la Fédération russe³⁵. Poutine a donc pu décréter que les Russes agissaient en tant que libérateurs d'un peuple opprimé et qu'ils veillaient à la protection de la minorité russe en Ukraine. Cette même rhétorique ne s'applique pas systématiquement aux pays baltes et présente plusieurs failles. Une annexion complète pour protéger les Russes persécutés à l'étranger serait un prétexte bien faible pour une guerre puisque les minorités russes dans les pays baltes constituent en Estonie 24,8% de la population, en Lettonie 26,9 % de la population, et seulement 5,8% de la population en Lituanie³⁶, ce qui est loin d'être près d'une majorité. Par ailleurs, la population russophone des pays baltes est plutôt divisée sur le sujet. Certains voudraient certainement retourner dans

le giron russe, mais d'autres apprécient la qualité de vie dont ils bénéficient dans leur pays de résidence et ne voudraient pas d'un rattachement à la Russie. Jusqu'à date, les mouvements pro-russes ont été d'ampleur réduite et certains russophones ont même manifesté des positions anti-Russie³⁷.

Pour conclure, la Russie, en plus d'être dans une quasi-impossibilité d'entreprendre une action militaire contre les pays baltes, n'ont pas de raison solide de vouloir annexer ces anciens pays de l'U.R.S.S.

SYNTHESE : UNE ANNEXION POSSIBLE, MAIS PEU PROBABLE

La question de l'engagement des membres de l'OTAN dans un potentiel conflit demeure une source de stress pour les pays baltes. Ainsi, ceux-ci ne peuvent être certains que les pays membres, particulièrement les États-Unis s'impliqueraient dans un potentiel conflit. Cette incertitude est renforcée par la présence de Donald Trump à la présidence. En effet, selon Politifact³⁸, seulement 31% de ce qu'il dit est à moitié vrai ou mieux (plutôt vrai et vrai). Ainsi, on ne peut pas vraiment s'appuyer sur ce que Trump dit afin de déterminer la position des États-Unis dans un potentiel conflit dans la région balte, d'autant plus qu'il est perçu comme impulsif et irrationnel (sa décision serait probablement situationnelle et pourrait aller dans les deux directions). Par rapport à sa relation avec Vladimir Poutine, bien qu'il ait professé son admiration pour le président russe, il aurait intérêt à se distancer de la Russie, à cause des allégations de collusion entre son équipe de campagne et Moscou, mais l'incertitude demeure.

De plus, l'OTAN n'est pas dupe face aux manigances russes dans la région. Pour tracer une ligne dans le sable, les pays baltes ont reçu dans la dernière année un bataillon de soldats de l'OTAN. Si jamais la Russie tentait d'envahir les pays baltes, par des moyens hybrides ou traditionnels, ils seraient inévitablement confrontés à ces bataillons, ce qui causerait un conflit entre deux superblocs détenant l'arme nucléaire. Cela est, à nos yeux, mutuellement destructif et foncièrement contraire aux intérêts des États rationnels de la planète.

³³ Nation Unies. «Chapitre I», dans *La Charte des Nations Unies*. (s.d.), <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html> (page consultée le 15 novembre 2017)

³⁴ Adrian Pop p.61

³⁵ Idem

³⁶ Stratfor, « Ethnic Russians in the Baltics », <https://worldview.stratfor.com/article/ethnic-russians-baltics> (page consultée le 15 novembre 2017)

³⁷ Idem

³⁸ Politifacts, « Donald Trump's file », (s.d.) <http://www.politifact.com/personalities/donald-trump/> (page consultée le 16 novembre 2017)

Pour expliciter cela, prenons pour acquis qu'il y a fusillade entre des Russes et des forces de l'OTAN. Il est difficile de voir un scénario où la Russie pourrait s'en tirer après avoir fait feu sur des soldats provenant de trois puissances nucléaires. Cette attaque causerait assurément un engouement médiatique à l'international. De plus, les pays de l'Union européenne, même s'ils couraient le risque de se voir coupés en gaz russe, pourraient trouver d'autres marchés et défendraient les pays baltes, comme prévu par l'article 5 de l'OTAN. Du moment où les troupes de l'OTAN sont stationnées en Lettonie, en Lituanie et en Estonie, leur intégrité territoriale d'un point de vue strictement militaire est garantie. Donald Trump est peut-être imprévisible et mine la puissance intangible des États-Unis mais le reste du monde libre n'est pas dupe et défendrait les pays baltes en cas d'altercation armée. L'Europe est bien capable de se trouver de nouveaux marchés. Par contre, les pays baltes ne le sont pas, ce qui donne un avantage majeur dans ce domaine à la Russie. Il est clair que la Fédération russe est en position de force par rapport aux pays baltes à cet effet, car ils sont totalement dépendants de l'industrie gazière russe, ce qui augmente leur risque d'annexion.

D'emblée, si la stratégie russe est donc beaucoup plus réfléchie qu'une guerre frontale et totale avec l'OTAN, quelle place a cette théorie de la russosphère? Il est vrai qu'il serait difficile d'inclure la Lituanie dans cette russosphère sans passer par des moyens plus brutaux comme la force militaire. Après tout, le poids de la minorité russe de ce pays (5%) rend difficile tout type d'influence des Russes dans leur politique nationale. Ainsi, la Lituanie est effectivement protégée de tout type d'annexion par la Fédération russe.

Pour les deux pays restants, il est difficile de déterminer si les mesures de protection de la langue russe et de la minorité russe sont des mesures de préparation pour une manipulation comme en Crimée. Le financement de plusieurs ONG défendant la minorité russe provient illicitement du gouvernement russe. C'est un fait. Les autorités russes ont tendance à essayer d'imposer leur vision du monde russe à ces minorités par le biais des médias qui propagent de fausses nouvelles dont le pathos rhétorique vise à développer de l'antipathie envers l'Occident. Cela est également vrai. Nul ne

connaît les intentions de Vladimir Poutine à cet effet. Est-ce strictement pour que les pays baltes se rapprochent de la Russie ou encore pour préparer la voie vers un référendum truqué et légitimer d'éventuels groupes armés prorusses? Ces mesures peuvent du point de vue russe paraître complètement légitimes, mais du point de vue balte, s'apparenter à de l'agitation politique en vue de déclencher une guerre civile. Après tout, il n'y a guère meilleur moyen pour miner la croissance économique d'un État que de diviser son tissu social entre les Russes et les non-Russes qui « oppriment » cette minorité. Bref, cette stratégie est clairement inquiétante et prouve que les deux pays baltes les plus au nord sont effectivement à risque d'annexion, d'autant plus que leurs capacités de résilience sont certes en expansion, mais nécessitent encore du travail³⁹.

Du même fait, rappelons le caractère anticonformiste de la Russie en lien avec le droit international. Comme il a été démontré durant les exercices militaires de Zapad ou bien dans le cadre de la crise de la Crimée de 2014, la Russie ne se soucie pas vraiment du droit international, car il ne représente pas ses intérêts. Elle n'hésite pas à agir pour avoir ce qu'elle veut, ce qui indique une certaine volonté revanchiste par rapport à l'Occident.

CONCLUSION

Pour tout dire, il est clair que la situation des pays baltes ne se soldera pas par un conflit total entre les deux clans anciennement opposés dans la Guerre froide. Cependant, les ingérences dans la politique nationale des pays baltes d'ONG financées par la Russie menacent l'indépendance et la souveraineté effective de la Lettonie et de l'Estonie. Cela, complété par le caractère clairement révisionniste et délinquant de la Russie par rapport au droit international incite à croire qu'il y aura possibilité d'annexion mais elle reste toutefois improbable, car l'OTAN garde un œil attentif sur la région. La région balte sera certainement le théâtre de futurs conflits et tensions compte tenu de leur positionnement géopolitique problématique. Pris entre deux géants ennemis, les pays baltes ne peuvent plaire à l'un sans déplaire à l'autre.

³⁹ Commission européenne.

Bibliographie

- BANQUE MONDIALE. «PIB (\$US courants)». (2016) <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD> (consultée le 15 novembre 2017).
- BOU NADER, Philippe. «The Baltic states should adopt the self-defence pinpricks doctrine: the accumulation of events threshold as a deterrent to Russian hybrid warfare», *Journal on Baltic Security*. Vol.3. (Juin 2017), p.13, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)
- CHALLENGES.FR, *Le révisionnisme de Vladimir Poutine et la nouvelle guerre froide*, *Challenges*, https://www.challenges.fr/tribunes/le-revisionnisme-de-vladimir-poutine-et-la-nouvelle-guerre-froide_17314 (page consultée le 15 novembre 2017)
- CHEYVIALLE, Anne. « La Lituanie devient officiellement les 19e pays de la zone euro », *Le Figaro* (30 décembre 2014), <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/12/30/20002-20141230ARTF1G00058-la-lituanie-voit-l-euro-comme-un-bouclier-monetaire-face-a-la-russie.php> (page consultée le 15 novembre 2017)
- COMMISSION EUROPÉENNE. «Sécurité et défense : des progrès significatifs en matière de renforcement de l'Europe face aux menaces hybrides, mais encore du travail en perspective». (2017) http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-2064_fr.htm (consultée le 15 novembre 2017)
- EUROPEAN COUNCIL. «EU cooperation on security and defence», 2017, <http://www.consilium.europa.eu/en/policies/defence-security/#> (page consultée le 16 novembre 2017)
- EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS. «Note sur l'article 42.7». 2015, http://www.ecfr.eu/paris/post/note_sur_l'article_42.7 (Page consultée le 16 novembre 2017)
- GALBREATH, D. J., & LAMOREAUX, J. W., «Bastion, Beacon or Bridge? Conceptualising the Baltic Logic of the EU's Neighbourhood, *Geopolitics*», 12(1), 2007, pp. 110-160,.
- GRAY, Rosie, «Donald Trump refuses to affirm NATO's article 5», dans *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/05/trump-declines-to-affirm-natos-article-5/528129/> (page consultée le 4 novembre 2017)
- JAKNIUNAITÉ, Dovile. «Changes in security policy and perceptions of the baltic states 2014-2016, *Journal on Baltic Security*. Vol.2. (Décembre 2016), p.8, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)
- KENEALLY Meaghan & PHELPS, Jordyn. «Trump's latest praise for strongmen includes Vladimir Putin, Rodrigo Duterte and Kim Jong Un», sur *ABCNews*, consulté en ligne le 14 novembre 2017 sur <http://abcnews.go.com/Politics/trumps-latest-praise-strongmen-includes-rodigo-duterte-vladimir/story?id=51112424> (page consultée le 15 novembre 2017)
- MARCUS, Jonathan. «European Union gives impetus to joint defence plan». *BBC News*. 13 novembre 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_119353.htm, consulté le 15 novembre 2017.
- NATION UNIES. «Chapitre I», dans *La Charte des Nations Unies*. (s.d.), <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html> (page consultée le 15 novembre 2017)
- OTAN. «Le plan d'action réactivité», 2017, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_119353.htm (page consultée le 16 novembre 2017)
- OTAN. « Le Traité de l'Atlantique Nord», 2015, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17120.htm (page consultée le 15 novembre 2017)
- PARK, I. «Russian Soft Power in the Baltics: In the Framework of Neoliberalism.» *Pursuit: The Journal Of Undergraduate Research At The University Of Tennessee*, 7(1), 2016, pp. 160-180.
- POLITIFACTS, «Donald Trump's file»,(s.d.) <http://www.politifact.com/personalities/donald-trump/> (page consultée le 16 novembre 2017)
- POP, Adrian. « From cooperation to confrontation: the impact of bilateral perceptions and interactions on the EU-Russia relations in the context of shared neighbourhood», *Eastern Journal of European Studies*.Vol.7 (Décembre 2016), p.1, dans EBSCO (Page consultée le 10 novembre).
- STRATFOR, « Ethnic Russians in the Baltics», <https://worldview.stratfor.com/article/ethnic-russians-baltics> (page consultée le 15 novembre 2017)
- TAKACS, David. « Ukraine's deterrence failure: Lessons for the Baltic States », *Journal on Baltic Security*. Vol.3. (Juin 2017), p.5, dans EBSCO (Page consultée le 14 novembre)
- THE ECONOMIST, «Russia's biggest war game in Europe since the end of the cold war alarms NATO», *The Economist*, 10 août 2017, <https://www.economist.com/news/europe/21726075-some-fear-zapad-2017-could-be-cover-skulduggery-russias-biggest-war-game-europe> (page consultée le 15 novembre 2017)
- [s.a.], «Annexer», dans *Larousse*, éd. 2017,